

# Crise des recettes, PLEND menacé, salaires gelés, coupes dans les effectifs : *le service public en danger*

## Une **mobilisation** à reconstruire dès **maintenant**

### L'austérité budgétaire est bien là

Les 14 et 15 mars prochains, le Grand Conseil devra traiter la question du budget 2013 de l'Etat de Genève. Ce budget, dont nous ne connaissons pas encore le détail, s'annonce hautement anti-social, puisque la première version, déjà problématique, avait été rejetée à l'automne dernier en raison d'un déficit jugé trop important par les partis de droite.

Ce déficit résulte d'une véritable crise des recettes suite à la succession de baisses d'impôts durant ces dernières années, et s'inscrit dans une politique d'austérité qui se renforcera encore ces prochaines années, le Plan financier quadriennal (PFQ) 2013-2016 du Conseil d'Etat prévoyant notamment :

- **une baisse de la fiscalité des entreprises**
- **le gel des salaires jusqu'en 2016**
- **d'importantes restrictions sur les effectifs**

### La dégradation des conditions de travail et des prestations publiques aussi

Le personnel des services publics est bien placé pour le savoir : les restrictions budgétaires de ces dernières décennies ont considérablement dégradé les conditions de travail et les prestations publiques. Alors que de nombreux-ses services et institutions n'arrivent plus à fonctionner normalement par manque de moyens, la pression sur la productivité, les cadences et les horaires en ont poussé plus d'un-e vers l'épuisement ou le burn-out, avec pour conséquence encore moins de forces à disposition pour délivrer les prestations à la population, dont les besoins ne cessent d'augmenter. Parallèlement, les salaires ont été gelés, les réévaluations collectives suspendues, le PLEND menacé, et les prestations publiques encore attaquées, soit directement soit indirectement par les restrictions sur les effectifs.

Pour **résister** à ces attaques contre les **services publics** et contre la population, la mobilisation du personnel est indispensable, et doit se construire dans la durée. Le Cartel proposera dès ce printemps diverses actions, mais convie d'ores et déjà le personnel à un :

### Fusion des caisses de pension : après le OUI, la lutte continue

Le 3 mars 2013, le peuple a dit OUI à la fusion des caisses de pension CIA et CEH, entérinant ainsi les principes que le Cartel a toujours défendus :

- **la primauté de prestations,**
- **la répartition des cotisations 2/3 employeurs – 1/3 employé-e-s,**
- **un plan de prévoyance plus solidaire à l'égard des bas revenus et plus égalitaire,**
- **des conditions de retraites plus favorables aux métiers pénibles.**

Mais la lutte doit se poursuivre, notamment contre le projet de la droite de supprimer le PLEND, projet qui supprimerait *de facto* la possibilité de partir à la retraite avant l'âge AVS, possibilité pourtant acceptée par le peuple dans le cadre de la LCPEG.

Le Cartel s'est également engagé pour que les règlements d'application de la LCPEG soient les meilleurs possibles, du règlement de prévoyance à celui sur la pénibilité physique, en passant par le règlement électoral de la nouvelle caisse.

Enfin, si l'effort demandé au personnel pour la réforme de leurs retraites est considérable, il est dorénavant devenu indispensable d'obtenir des mesures de compensation, à commencer par :

- **l'application stricte des mécanismes salariaux ;**
- **l'octroi d'effectifs supplémentaires dans les services, secteurs, et institutions qui en ont cruellement besoin.**

**Rassemblement, vendredi 15 mars, dès 17h**  
**Rue de l'Hôtel-de-Ville (devant les canons)**  
**à l'occasion du débat parlementaire sur le budget 2013**

Cartel intersyndical du personnel de l'Etat et du secteur subventionné  
ADP-EPM • AGEEP • FAMCO • FAPCEGM-HEM • SIT • SPG • SPJ • UCESG • UFAC

Case postale 1765 – 1227 Carouge – CCP 12-10549-7 – www.cartel-ge.ch – 4 mars 2013 – Edit. resp. : Bureau du Cartel – info@cartel-ge.ch